

## L'Europe des Etats face à la crise.

Écrit par Jean-Philippe  
Mardi, 14 Octobre 2008 00:00

---

La crise financière a montré quelle Europe pouvait fonctionner et laquelle n'était qu'une chimère verbeuse et plus idéologique que réaliste : en somme, l'Europe des Monnet et Schuman n'a pas résisté à la tempête boursière tandis que l'Europe des Etats s'est affirmée, au point d'influencer les Etats-Unis dans leur propre politique économique.

En effet, qu'a-t-on vu ? **Des Etats qui ont cherché à combattre la crise, non pas en se niant ou en se confiant à d'autres, mais en coordonnant leurs efforts**

, en s'inspirant du plan du premier ministre anglais Gordon Brown et du volontarisme de Nicolas Sarkozy, lui-même inspiré par la plume du gaulliste social Henri Guaino, anti-maëstrichien notoire... Alors que la Commission européenne brille par son absence et que M. Barroso ne pense qu'à assurer sa réélection au poste de président d'icelle, ce sont les Etats qui ont repris la main et qui «

**font l'Europe politique**

», loin des rêves et des manies des technocrates bruxellois, complètement inaudibles depuis quelques mois.

Il faut en convenir : **l'Europe fédérale est un échec terrible**, même si certains nient encore cette réalité pourtant visible de tous. Par contre, c'est, comme le souhaitait le général de Gaulle,

**celle des Etats  
fonctionner**

! C'est

**l'union des Etats**

qui peut parler, agir, intervenir. Ce n'est pas cet ectoplasme institutionnel qu'est la Commission européenne, qu'il faudrait sans doute, sinon supprimer complètement (quoique...), en tout cas remettre à sa place qui ne peut être celle d'aujourd'hui, trop envahissante.

D'autre part, cette crise montre aussi **le retour du Politique**, un Politique qui, à tort, était moqué par les technocrates européens et dénié par ces libéraux et ces sociaux-démocrates qui ne juraient (et ne jurent toujours, mais plus discrètement ces temps derniers) que par l'Economique. Ce sont les Etats qui ont sauvé (ou, à l'heure qu'il est, garanti) un système bancaire occidental en capilotade : cela ne devra pas être oublié et, lorsque les temps économiques seront meilleurs, il faudra le rappeler à ceux qui chercheront, une fois de plus, à profiter égoïstement en oubliant leurs devoirs sociaux et en se parant du manteau de la « liberté » dont ils ne veulent voir que les reflets économiques... C'est d'ailleurs à ce moment-là qu'il faudra aussi que notre Etat français soit le plus rigoureux et qu'il soit le plus juste :

**la justice sociale ne doit pas, alors, rester un vain mot et il faudra sans doute faire rendre gorge à quelques Fouquet indécents**

## L'Europe des Etats face à la crise.

Écrit par Jean-Philippe  
Mardi, 14 Octobre 2008 00:00

---

. Il n'est pas certain que la République, si dépendante des féodalités financières aujourd'hui discrètes mais demain à nouveau arrogantes (tant d'exemples dans notre histoire le rappellent !), soit en mesure d'affirmer alors son indépendance nécessaire. Un Louis XIV, de par sa position de liberté à l'égard des forces d'argent auxquelles il ne devait ni sa fortune ni son pouvoir ni sa légitimité, pouvait frapper ou flatter les financiers à sa guise, dans l'intérêt de l'Etat qu'il incarnait : un Sarkozy n'a pas la même latitude...

Décidément, la République, malgré quelques beaux sursauts politiques, n'est pas la Monarchie : dans cette affaire de crise financière, **la Monarchie** (je parle de la Monarchie propre à la France, si particulière)

**serait**

**allée plus loin et, surtout, plus longtemps**

, disposant de ce qui manquera toujours à la République, c'est-à-dire

**le temps, la durée, la continuité**

...